PCF 78
Parti communiste français

COM INFOS 78

Numéro 9 Jeudi 16 Avril 2015.

Le muguet du PCF

Chaque année, la vente du muguet constitue un apport appréciable pour nos finances et la visibilité de notre parti. Ce sera encore le cas cette année après des élections départementales qui, malgré un résultat à la hausse de nos listes sur notre département, se soldent par la perte de notre seul élu au conseil général, en enregistrant un score qui a placé notre candidat Eric ROULOT très largement en tête sur la ville de LIMAY.

La vente du muguet représente à la fois une rentrée financière non négligeable et un bel événement politique donnant l'occasion à des rencontres à travers notre département.

C'est un moment de dialogue important avec celles et ceux qui ne se retrouvent pas dans la politique mise en œuvre et qui cherchent une issue nouvelle à gauche.
La vente du muguet contribuera au nécessaire débat sur l'alternative à construire, la mobilisation des militants dans les prochains jours est donc essentielle, car plus il y aura de points de vente plus le débat sera large.

En vous souhaitant bon courage chers camarades,
Le Trésorier fédéral.
Alain MENESSIER.

Communiqués, projets de loi

Des élus au service de la population :

Les trois textes des députés du Front de gauche adoptés en commission

"Les trois textes qui seront examinés dans la "niche" des députés du Front de gauche, le 7 mai, ont été adoptés en commission.

- La proposition de résolution sur la dette souveraine des Etats européens qui appelle le gouvernement à prendre ses responsabilités pour l'organisation d'une conférence européenne sur la dette afin de remettre l'Europe sur les rails de la démocratie et du progrès social, était examinée par la commission des affaires européennes. Elle sera également soumise à la commission des finances le 22 avril.
- La proposition de loi sur le droit de préemption des salariés, qui vise à faciliter la reprise par les salariés de leur entreprise sous forme coopérative, a été adoptée par la commission des lois.
- La proposition de loi sur l'entretien et le renouvellement du réseau des lignes téléphoniques pour donner un accès au service téléphonique de base sur l'ensemble du territoire a été adoptée à l'unanimité de la commission des affaires économiques.

Les députés du Front de gauche formulent le vœu que lors de l'examen en séance, le Gouvernement ne s'opposera pas au vote de ces textes, et que la majorité des députés confirmera le vote des commissions."

Loi sur le renseignement :
Une surveillance généralisée inacceptable

Le 12/04/2015, l'Assemblée nationale a débuté l'examen du projet de loi relatif au renseignement.
Avec ce dispositif, l'atteinte à la liberté devient la règle, la protection l'exception.
« Pas de moyens d'exception » et « Pas de surveillance généralisée des citoyens » ? Sonoriser des espaces privés, capter des images, accéder en temps réel aux données de connexion Internet ou installer des dispositifs de recueil des communications couvrant de larges périmètres de l'espace public, voilà donc les dispositifs qui ne constituent pas « des moyens d'exception » !
Prévoir que les pouvoirs spéciaux de renseignement pourront être mis en œuvre pour assurer, notamment, « la prévention des violences collectives de nature à porter atteinte à la sécurité nationale». Au nom de la lutte contre le terrorisme, ce sont donc aussi les mouvements de contestation sociale qui pourront faire l'objet de cette surveillance accrue. L'ensemble des citoyens constituera ainsi la cible potentielle du contrôle, à rebours de ce qui est affirmé.
La détection par traitement automatique des comportements suspects à partir du « big data » va exercer un contrôle social totalitaire sur la population à partir de la mise en corrélation systématique de tous les données et traces numériques produites par chacun : vidéo surveillance, comptes bancaires, dossiers médicaux, scolaires, professionnels, réseautages sociaux, consultations sur le web, achats, géo-localisation. Ce projet de loi s'intègre en outre au projet européen INDECT (Intelligent Information System Supporting Observation, Searching and Detection for Security of Citizens in Urban Environment).
Plus grave, tout le dispositif d'autorisation est placé entre les mains de l'exécutif évitant le contrôle par le juge judiciaire de mesures pourtant gravement attentatoires aux libertés individuelles qu'il est constitutionnellement chargé de protéger.
Ce projet de loi installe un dispositif pérenne de contrôle occulte des citoyens dont il confie au pouvoir exécutif un usage quasi illimité. Il est à ce titre inacceptable et le Parti Communiste Français ne peut que s'y opposer dans l'état.

sur i>Télé, Pierre Laurent, a demandé des "excuses publiques" au président de la République. :

« Je trouve ces propos parfaitement scandaleux. **C'est une déclaration honteuse du président de la République et je lui demande des excuses publiques**.

Je lui rappelle, puisqu'il parle des tracts du Parti communiste dans les années 70, qu'à l'époque la gauche avait un programme, c'était même un **programme commun**. Et quand il fallait nationaliser (...) eh bien la gauche le faisait à l'époque, elle ne démissionnait pas. Cette déclaration du président de la République, **c'est l'aveu de son renoncement à parler au monde ouvrier**. J'ai été parfaitement scandalisé par cette déclaration. (...)

Prétendre comme il l'a fait que Marine Le Pen parle comme un tract du Parti communiste alors que le Parti communiste a toujours combattu les idées du FN ... **Nous, nous n'avons pas démissionné**, nous menons le combat, et le président de la République, lui qui a abandonné la défense du monde ouvrier et industriel, prétend nous donner des leçons ?»

Hollande : deux heures de "Supplément" pour ne rien ajouter à l'échec de sa politique

Le travail du dimanche n'est pas une bonne chose.

En deux heures de "Supplément", Francois Hollande n'aura rien ajouté, rien annoncé, rien changé ni ajouté à l'échec de sa politique. Face à une France qui doute et qui souffre, le chef de l'État observe, commente et "assume ses choix". Il fait quelques bons mots. Pas trop, le "climat" n'est pas à la petite blague. Au bout d'une heure d'émission, après un reportage qui en disait long sur la colère de celles et ceux qui "basculent" avec le vote FN , il dit " qu'est-ce que je dois faire ?". Et ne répond pas.

Un "supplément" sans changement de cap et sans imaginaire avec une démission totale sur le chômage et les licenciements, le pouvoir d'achat et les vies qui vont mal, la jeunesse qui devait être la grande priorité du quinquennat.

Enfin, au cours de ce long entretien, F.Hollande a cru judicieux d'amalgamer le FN aux "PCF des années 70" tout en essayant de se rattraper sans vraiment y parvenir. Triste moment pour lui. Cette parole n'est pas qu'une offense aux militantes et militants communistes, ceux d'hier et d'aujourd'hui, elle est aussi une lâcheté intellectuelle quant à la manière de combattre le FN.

Pour le redressement du pays, les forces de progrès sont appelées à agir, vite, pour des perspectives et des solutions.

19/04/2015—Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

Santé : une loi qui obéit au MEDEF

Le texte de loi a été voté par une majorité de député-e-s socialistes et radicaux le 14 avril en première lecture à l'Assemblée nationale. **Le groupe des député-e-s du Front de gauche a décidé à l'unanimité moins une abstention de voter contre cette loi.** Le Sénat devrait en débattre en juillet.

Le changement de titre n'y changera rien, cette loi n'a de moderne que le nom. Les rares annonces sur le volet santé publique ne suffisent pas à caractériser positivement cette loi.

- **S'il faut saluer une mesure positive concernant l'interruption volontaire de grossesse, force est de constater que rien n'existe pour empêcher les fermetures des centres pratiquant les IVG.**
- **Si le PCF est favorable à la généralisation du tiers-payant, celui-ci, « à la carte », camoufle l'offensive des complémentaires privées.**
- **Le renforcement des agences régionales de santé** et en particulier le rôle de directeurs généraux ; l'accélération **de la concentration du service public hospitalier** avec les groupements hospitaliers de territoire ; la **remise en cause de la psychiatrie de secteur à la française ; l'absence de reconnaissance des professionnel-le-s ; le silence sur les coupes budgétaires et du personnel en lien avec le plan Valls de diminution des dépenses publiques... Tout ceci est la marque d'un désintérêt profond pour la santé des populations.**
- **Ce projet de loi met en œuvre la privatisation tout azimut et la poursuite du développement des inégalités face à l'accès à la santé. Il obéit aux exigences du Medef au lieu de répondre aux besoins de santé.**
- Le PCF demande une vraie loi cadre de santé publique, avec le développement du service public de l'ambulatoire à l'hospitalisation très spécialisée, une reconquête de la sécurité sociale, la création d'emplois qualifiés pour répondre aux besoins de la population sur tout le territoire national.

Infos activités Sections.

Le 1er mai, rendez-vous sur les points de vente des sections partout dans les Yvelines :

Trappes, Magny les Hameaux, Saint-Cyr, Vélizy, La Verrière, Élancourt, Maurepas, Versailles, Montesson, Houilles, Carrières s/Seine, Sartrouville, Saint Germain, Achères, Poissy, Les Mureaux, Plaisir, Mantes la Ville, Limay, Poissy, Verneuil s/ Seine, Conflans…

L'affiche ci-dessus est disponible à la FD pour vos points de vente (format A3)

Et bien sûr, RDV sur la manif l'après midi

Forum européen des alternatives : 30 et 31 mai, PARIS

Austérité, évasion fiscale, spéculation, pressions des marchés et des banques cette Europe libérale n'en finit plus de nier la démocratie, les besoins sociaux et le développement écologique, provoquant à juste titre un fort rejet populaire contre elle. L'Europe doit changer ou elle sera détruite par les nationalismes.

Il existe une issue positive. Avec la victoire de Syriza et la formation d'un gouvernement de gauche en Grèce, un cap a été franchi pour la gauche politique, le mouvement social et syndical, pour les peuples, tout simplement. Nous devons maintenant construire les alliances contre l'austérité que la situation impose. Les mobilisations européennes sont désormais indispensables pour aider les Grecs à redresser leur pays, pour rendre leur dignité à tous les peuples européens, pour porter des solutions nouvelles.

Euromanifs, Altersummit, réseaux thématiques, solidarités concrètes, alliances contre l'austérité se développent dans toute l'Europe. Les axes de convergences entre les forces progressistes se précisent, les coopérations avancent pas à pas. Nous avons besoin de nouvelles initiatives.

C'est dans cette optique que se tiendra à Paris, les 30 et 31 mai prochains, le premier Forum européen des alternatives**.** Initité par la gauche européenne, ouvert depuis sa conception jusqu'à sa mise en œuvre, à toutes les forces et citoyens intéressés.

Déambuleront à Paris au moins 2000 personnes, dont une grande partie d'européens, des invités de haut niveau, des militants politiques, syndicaux, des mouvements sociaux, pour participer à 30 ateliers thématiques décentralisés, 3 grandes plénières et un grand "concert de l'espoir" le samedi soir, Place de la République

Pour en savoir plus et s'inscrire www.forum4alternatives.eu www.forum-des-alternatives.eu